



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU

K-Bicêtre

Kremlin-Bicêtre, le 16 octobre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Stop aux massacres à Gaza !

Depuis le 7 octobre, déjà près de 3 000 Palestiniens sont morts dans les bombardements de l'armée israélienne. En une semaine, plus de 720 enfants ont été tués, soit davantage qu'en plus d'un an de guerre en Ukraine. S'y ajoutent le million d'habitants qui fuient le nord de Gaza devant l'invasion imminente par Tsahal. C'est un véritable massacre qui se déroule, prélude probable d'une nouvelle annexion et d'un nouvel exode palestinien.

Israël, État oppresseur et colonial

L'État d'Israël s'est servi des attaques aveugles contre des civils perpétrées par le Hamas, organisation nationaliste obscurantiste, contestée il y a encore quelques semaines par des manifestants palestiniens, pour soumettre la bande de Gaza à un bombardement intense, visant indistinctement hommes, femmes et enfants, les privant d'eau et d'électricité, les terrorisant et les affamant pour les forcer à l'exil. Le peuple palestinien subit l'oppression depuis 75 ans, chassé de ses terres, dispersé dans tout le Moyen-Orient, éclaté en Palestine sur deux bouts de territoire totalement dépendants d'Israël, entourée de murs et de check-points... Avec la mise en place du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, la colonisation de ses terres n'a fait que s'accélérer. Mais, tant que le peuple palestinien subira destructions, occupations et massacres, le peuple israélien sera condamné à vivre dans un état de guerre permanent.

Des manifestations à Londres, à New-York, à Tel-Aviv... mais interdites en France !

Les grandes puissances occidentales s'empressent de soutenir Israël et sa politique guerrière. Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Tel Aviv pour « *exprimer la solidarité de la France envers Israël* ». « *Le droit d'Israël à répondre aux attaques terroristes n'est pas contestable et nul ne peut lui dénier son droit à se défendre* », a-t-elle dit. Un feu vert pour l'État israélien et le massacre qu'il est en train de perpétrer à Gaza ! Le

gouvernement Macron va même jusqu'à interdire toute manifestation de soutien des droits des Palestiniens, prétextant... « *un contexte d'une grande violence* » et « *des risques d'exportation de cette violence [étrangère] sur le sol national* » ! Pendant ce temps, la droite et l'extrême droite peuvent tranquillement parader dans le 16^e arrondissement de Paris pour manifester leur soutien à Netanyahu. Mais, dans les pays où il n'y a pas d'interdiction, beaucoup de gens manifestent leur révolte, à Londres, New York ou Madrid. Et même à Tel Aviv, pour réclamer la démission de Netanyahu et le retour des otages. Cela pourrait bien être le début d'une prise de conscience en Israël même que ce dont ont été victimes les civils israéliens est bien un retour de flamme de la politique sioniste du gouvernement, sa politique de guerre et d'oppression du peuple palestinien.

Face aux interdictions, exprimons la solidarité la plus large !

La nécessité de l'heure, c'est bien d'affirmer haut et fort notre solidarité avec les Palestiniens sous les bombes, car c'est aussi encourager en Israël les jeunes qui n'acceptent pas la guerre et qu'on va envoyer expulser et massacrer dans la prochaine offensive terrestre. Et, contrairement à ce qu'affirment les autorités qui interdisent les manifestations, la solidarité avec le peuple palestinien et la défense de ses droits n'a rien à voir ni avec le soutien à l'idéologie et la politique du Hamas, ni avec l'antisémitisme ! En revanche, lundi 9 octobre, c'était bien le Rassemblement national, un parti aux racines notoirement antisémites, qui a défilé avec des députés de la majorité, pour afficher son soutien total à l'État colonialiste israélien ! Et ce sont bien ces mêmes politiciens qui rivalisent de démagogie raciste et anti-immigrés en utilisant le crime atroce d'un déséquilibre contre un prof de français.

**À bas le massacre en cours à Gaza !
Soutien total au peuple palestinien !**

Un cadeau de Noël en toc

La direction de l'AP-HP a accepté que, pour la première semaine de congés, en janvier 2024, on puisse utiliser encore des congés restant de 2023. Non seulement, cela ne coûte rien à la direction mais c'est simplement un retour à ce qui se faisait il y a encore quelques années où la direction faisait une circulaire autorisant la pose de congés d'une fin d'année sur la suivante... C'était traditionnel comme le sapin pour les fêtes de Noël !

Économies sur notre dos : non merci

Le gouvernement veut faire la chasse aux arrêts maladie pour des raisons d'économie. Il entend augmenter les contrôles de la CPAM et des employeurs. C'est soupçonner que les gens en arrêt maladie sont des fraudeurs... Alors que nombre d'entre nous, pour éviter le jour de carence non payé préfèrent poser un RTT plutôt que de s'arrêter en maladie, que certains viennent au travail malades plutôt que de s'arrêter parce qu'il n'y aurait personne pour les remplacer dans le service ou parce que l'encadrement fait pression. Certains renoncent aussi à s'arrêter parce que, pendant leurs absences, il n'y a pas de remplacement : le travail s'accumule sur le bureau préparant un retour de maladie des plus difficiles ! C'est là le véritable scandale !



C'est dans la rue que ça se passe

Un « Tour de France » pour la santé est organisé pour revendiquer l'accès aux soins pour toutes et tous partout. Comme l'écrivent les organisateurs de ce tour, « à l'heure où le gouvernement prépare un nouveau tour de vis dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, une mobilisation s'impose »... A Paris, une mobilisation est organisée **samedi 21 octobre 2023 à 11h** au départ de l'hôpital Tenon pour passer à l'hôpital Robert Debré à 12h afin de rejoindre la Maternité des Lilas.

Non à l'austérité pour les travailleurs

Sanofi est une multinationale qui a engrangé un bénéfice net en hausse de 8 % avec 6,7 milliards d'euros en 2022. Un bon pactole ! Sanofi fait partie du groupe du G5 Santé qui regroupe huit des principales entreprises françaises de santé. Le gouvernement vient pourtant d'annoncer à

ses entreprises le versement d'une enveloppe de 50 millions d'euros pour les aider à relocaliser la production de certains médicaments en France. Pour les entreprises, le gouvernement fait toujours les yeux doux et sort à chaque instant le carnet de chèques. Quant à nous, il ne connaît qu'une chanson : « *il faut faire des économies, se serrer la ceinture !* »

A Remiremont comme ailleurs...

Des hôpitaux de proximité et de qualité !

Depuis 2022, à l'hôpital de Remiremont dans les Vosges, une douzaine de plaintes ont été déposées par des familles pour des décès survenus dans cet établissement. Selon l'avocat des Familles « *il ne s'agit pas de faits isolés mais de dysfonctionnements systémiques* » Les familles des patients décédés signalent les graves dysfonctionnements et le mur du silence auquel elles doivent faire face de la part des autorités. Devant le scandale, l'hôpital a décidé de suspendre son activité de chirurgie programmée.

Les familles dénoncent « *les conditions abominables* » dans lesquelles travaille le personnel. Elles réclament « *un hôpital de proximité et de qualité* ». Nous aussi et partout en France !

La santé en mauvaise santé !

Aux Sables d'Olonnes, le 2 octobre 2023, des patients sont venus faire la queue avant 6 heures du matin devant un cabinet d'ophtalmos pour espérer un rendez-vous ... au mois de juin 2024 !

La mortalité infantile augmente en France en lien avec la crise de la néonatalogie. Depuis 2015, cette mortalité est supérieure à la moyenne européenne avec un excès de mortalité estimé à environ 1200 décès chaque année. La France est passée de la 3ème position entre 1996 et 2000... à la 20ème place aujourd'hui dans le classement des pays pour la mortalité infantile. En cause : lits insuffisants et inégalement répartis, manque d'effectifs et dégradation globale du circuit des soins !

C'est pas dans l'armée qu'il faut investir, mais dans la santé !

Moins de bleus, plus de blouses

Le gouvernement est décidément attaché à ses forces de l'ordre : Macron a annoncé la création de 238 nouvelles brigades de gendarmerie dans les zones rurales et péri-urbaines. Aurait-il mal compris les revendications des milliers de manifestants qui défilent régulièrement pour réclamer des moyens pour les hôpitaux, les écoles ou les bureaux de poste, aussi dans ces zones où l'accès aux services publics est de plus en plus difficile ? Un choix qui en dit long.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartiantcapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartiantcapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA